

Faniel : « Une législature sous le signe des tensions »

FÉDÉRAL On votait il y a quatre ans, on votera dans un an : le directeur du Crisp analyse

► Pour Jean Faniel, deux mots-clés caractérisent la législature en cours : tension et polarisation.

► Malgré cela, le gouvernement Michel tient le coup.

ENTRETIEN

Le 25 mai 2014, les Belges se rendaient aux urnes pour élire leurs représentants fédéraux. Quatre ans après, à un an de la fin de la législature, le docteur en sciences politiques et directeur du Crisp (centre de recherche et d'information socio-politiques), Jean Faniel, tire un premier bilan.

Comment qualifier la législature en cours, complétée à 80 % ?

Cette législature a jusqu'ici été placée sous le signe des tensions. Cela s'explique par les actes fondateurs : la mise en place d'une majorité fédérale inédite dans sa composition – et avec un déséquilibre nord/sud qu'on connaît – ainsi qu'une asymétrie avec les entités fédérées. Il y a eu une rupture avec la période de 15 ans qui précède – où les socialistes et les libéraux ont gouverné ensemble, de 1999 à 2014. On est passé de gouvernements plutôt centristes par la force des choses, puisqu'ils associaient socialistes et libéraux, à un gouvernement marqué assez nettement à droite. Ça

a induit une série de tensions entre francophones et néerlandophones, entre gauche et droite. Il y a eu des tensions internes au monde politique mais aussi avec d'autres interlocuteurs comme les syndicats et les mutuelles. Il y a également eu des tensions d'autre nature, comme les attentats. Sur le plan international, il y a eu un moment de tension fort avec le Ceta en Wallonie. Le premier élément qui caractérise cette législature, c'est donc la tension.

Quel est le deuxième élément ?

L'autre mot-clé, c'est la polarisation. On la retrouve sur les dossiers liés à la migration, par exemple, ainsi qu'à différents étages : entre les niveaux de pouvoir (entre le fédéral et la Région wallonne jusqu'au changement de majorité en juin 2017) mais aussi au sein du gouvernement fédéral. En Flandre, la polarisation se dessine de plus en plus entre la N-VA et Groen : en termes de projets politiques, deux pôles s'opposent. Du côté francophone, on voit ces jours-ci une polarisation gauche-droite qui s'affirme et le CDH qui choisit un peu son camp, en sachant qu'il avait choisi un autre camp pendant une partie de la législature.

Dans ce contexte, comment la suédoise s'en sort-elle ?

Ce qui est frappant, c'est que ce gouvernement promis à une mort certaine et rapide au début

– on l'appelait « kamikaze » – est toujours bien là. Des événements inopinés peuvent encore le faire tomber, mais on est passé d'une situation où, il y a trois ans, on disait toutes les semaines qu'il allait tomber, à une situation où on ne voit pas vraiment ce qui le ferait chuter.

Comment l'expliquer, alors qu'il y a eu plusieurs crises ? L'affaire El Bakraoui, celle des Soudanais, les excès de Theo Francken...

Par la solidarité gouvernementale avant tout. Chaque parti voit ce qu'il engrange dans cette coalition : les libéraux flamands et francophones, la N-VA qui peut mettre une bonne partie de son programme en application, même si sur le plan institutionnel, cela l'oblige à avaler certaines couleuvres. Le CD&V est longtemps apparu comme le maillon faible mais finalement la politique de centre droit menée semble lui convenir.

Si on prolonge le trait, dans un an, si les résultats le permettent, ils devraient logiquement se dire « on a fait du bon boulot ensemble, continuons ».

Croyez-vous au scénario des élections anticipées ?

Je pense que les intérêts de la N-VA sont ambivalents et que c'est à elle de faire l'arbitrage. Faire des élections anticipées à la Chambre donnerait plus de lustre à l'élection du parlement flamand car

elle serait alors découpée du fédéral. L'inconvénient, c'est de savoir sur quoi faire tomber la majorité pour ne pas apparaître comme infréquentable. Je pense que la N-VA a plus besoin du MR que le MR a besoin de la N-VA. Si

la N-VA s'isole, il y a un risque qu'elle s'isole trop fort ou pour trop longtemps. Je pense que ce scénario a des parts de plausibilité mais ce n'est pas le plus probable. Jusqu'à présent, la N-VA s'est dit qu'elle avait plus à gagner à rester. Elle pourrait s'offrir le luxe de retirer la prise, sauf que, si l'idée c'est de repartir sur une deuxième coalition de la même nature pour avancer, se brouiller avec ses partenaires juste avant, c'est compliqué.

Charles Michel dit que le gouvernement a réformé de manière historique. Peut-on le rejoindre sur ce point ?

Sur la sécurité sociale, les réformes sont profondes : chômage, retour au travail, maladie et invalidité, pensions... C'est un gouvernement qui avance, c'est incontestable. Il pose des jalons qui auront des conséquences à long terme, s'il n'y a pas de virage à 180 degrés entre-temps.

On peut être critique ou bienveillant par rapport à ces réformes, selon son camp et ses options politiques. ■

Propos recueillis par
ANN-CHARLOTTE BERSIPONT
BERNARD DEMONTY

SUR LA FORME

« Une communication offensive »

Selon Jean Faniel, un des éléments qui explique pourquoi la suédoise tient sur la durée, c'est la com-

munication. « Charles Michel a réussi à faire en sorte que les gouttes lui glissent sur l'imperméable. Il est passé à travers la contestation sociale massive et les attaques de l'opposition. Il est habile en communication pour maintenir la solidité de son équipe, mais

il communique aussi de manière offensive avec des termes bien sentis par rapport à ses adversaires. Dans la dernière interview qu'il vous a accordée (Le Soir du 19 mai), ce qu'il dit en filigrane de Di Rupo à plusieurs reprises est extrêmement fort. Il décoche des

uppercuts à chaque réponse dans un passage. Il parle de trumpisation de la gauche francophone. En tant que scientifique je suis déjà mal à l'aise : parler de trumpisation à propos de la gauche, il y a là un brouillage décevant. Il joue aussi de cela. »

A.-C.B. ET B. DY

réforme de l'Etat

« Pas tout de suite »

Il reste quelques mois avant les élections communales et un an avant les élections législatives : dans ce contexte, le gouvernement est-il encore en état de faire des réformes majeures ?

Pour le moment, la campagne électorale pour le niveau communal reste sur un mode relativement gentil et mineur. Avec le calendrier et les vacances, la campagne démarrera vraiment en septembre. La question est : est-ce qu'elle va s'arrêter avant le 26 mai 2019 ? On va entrer dans une campagne à peu près permanente. C'est problématique pour le gouvernement wallon, en place depuis moins

d'un an. Ce dernier a encore bien besoin des mois qui restent pour faire avancer certaines choses. Ce ne sera pas évident pour le MR et le CDH de faire avancer les choses de façon suffisamment frappante dans un climat de campagne.

Et au fédéral ?

A ce niveau, on sera peut-être plus tenté de mettre le moteur en sous-régime en se disant que la campagne va être longue et difficile, si l'on en croit les anathèmes jetés dès maintenant sur les uns et les autres. La question, c'est : qu'est-ce qu'ils veulent encore absolument faire aboutir ? Dans vos colonnes, Charles Michel a évoqué son projet de s'attaquer aux emplois vacants. Or, depuis la sixième réforme de l'Etat, le fédéral n'a plus du tout les coudées franches en la matière. Il peut travailler sur les réductions de cotisations sociales, mais c'est relativement

faible par rapport aux questions de formation professionnelle ou d'enseignement.

Venons-en au communautaire. A-t-il été vraiment mis au frigo sous cette législature ? Et le frigo va-t-il s'ouvrir au prochain scrutin ?

Sur le plan institutionnel, le communautaire est globalement resté au frigo, oui. Il n'y a pas eu de nouveau transfert de compétences. Je ne suis pas convaincu que cette nouvelle réforme de l'Etat arrivera rapidement. La dynamique a évolué au nord du pays. Lors des précédentes réformes, il y avait un consensus du côté flamand. Aujourd'hui, quand vous prenez Groen, le SP.A, le VLD et, à certains égards, le CD&V, le discours n'est pas de dire qu'il faut une septième réforme de l'Etat et, en tout cas, pas tout de suite. Certains estiment même qu'il faudrait refédéraliser cer-

taines compétences. On ne voit pas aujourd'hui ce qui rendrait une septième réforme de l'Etat pressante. À part une hypothèse : si, au soir des élections, on a une configuration avec la Flandre encore plus à droite et la Wallonie et Bruxelles fort marquées à gauche, de manière à ne pas permettre une reconduction de la suédoise. L'aventure institutionnelle reviendrait plus en avant.

Propos recueillis par
A.-C.B. ET B. DY

Politologue et directeur du Crisp

Jean Faniel est docteur en sciences politiques. Depuis 2013, il est le directeur général du Crisp, le Centre de recherche et d'information socio-politiques. Ses principaux thèmes de recherche sont la vie politique belge et son financement, les élections, la concertation sociale, le chômage et les politiques de l'emploi, les acteurs socio-politiques.